

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/120

22 décembre 1998

(98-5152)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: espagnol

COMMUNICATION DE CUBA

Dans une communication reçue le 3 décembre 1998, la Mission permanente de Cuba a informé le Secrétariat de la demande ci-après qu'elle avait adressée aux États-Unis à la réunion du Conseil des ADPIC des 1^{er} et 2 décembre 1998.

Les autorités de mon pays ont appris que le 21 octobre de cette année, les États-Unis avaient apporté des modifications à la Loi générale portant ouverture de crédits globaux et de crédits d'urgence supplémentaires.¹

En particulier, les alinéas a), b), c) et d) de l'article 211 de la loi susmentionnée contiennent des dispositions relatives aux marques et aux noms commerciaux qui sont en rapport avec les obligations contractées par les Membres en vertu de l'Accord sur les ADPIC.

Cet accord est entré en application pour les Membres développés de l'OMC, notamment les États-Unis, le 1^{er} janvier 1996. Ces Membres sont tenus d'en respecter les dispositions et, à cet effet, ils doivent veiller à ce que les modifications qu'ils apportent à leurs lois, règlements ou pratiques ne rendent pas ces derniers moins compatibles avec les dispositions qui leur sont déjà applicables.

J'ai été chargé d'informer le Conseil que la Mission permanente de Cuba demandera par écrit à la Mission permanente des États-Unis, conformément au paragraphe 3 de l'article 63 de l'Accord, des renseignements suffisamment détaillés sur l'article 211 susmentionné de la Loi générale portant ouverture de crédits pour que les autorités cubaines puissent se faire une idée exacte de la portée, de l'interprétation et de l'application de ces dispositions. Les renseignements obtenus devraient aussi leur permettre de se forger une opinion précise sur l'apparente incompatibilité des règles prévues par ladite loi avec les obligations qui incombent aux Membres en vertu des dispositions de l'Accord, en particulier sur les questions relatives à l'acquisition et au maintien des droits de propriété intellectuelle ainsi qu'aux moyens de les faire respecter.

¹ En anglais: "Omnibus Consolidated and Emergency Supplemental Appropriations Act".